



Le Canada se joint à l'assaut impérialiste sur la Libye

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2011

[WSWS](#) 28 mars 2011

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le premier ministre Stephen Harper avait déjà reçu l'assurance du soutien des trois dirigeants de l'opposition lorsqu'il a annoncé vendredi dernier que le Canada déploierait six chasseurs F-18 et environ 150 membres du personnel de soutien des FAC dans le théâtre de guerre libyen. Mais dans une autre manifestation de soutien de l'opposition, le Parlement a adopté à l'unanimité lundi une résolution affirmant son soutien inconditionnel à l'agression impérialiste sur la Libye.

Plus tôt lundi, le ministre de la Défense Peter MacKay avait annoncé que les avions canadiens étaient déjà entrés en action dans le pays nord-africain.

Le Canada a également déployé une frégate au large des côtes de la Libye, le *NCSM Charlottetown* et, selon la presse, des forces spéciales des FAC auraient été actives dans la région depuis au moins trois semaines. Lorsque le *Charlottetown* a quitté pour la Méditerranée le 2 mars prétendument dans le but d'apporter une aide humanitaire à la Libye, les porte-parole du gouvernement canadien ont déclaré qu'ils se préparaient à toute éventualité et que la mission de la frégate pourrait changer. Ce changement est apparemment en cours, avec l'annonce de Harper samedi dernier que le *Charlottetown* se joindra à un blocus naval de la Libye mené par l'OTAN.

Ouvrant le débat parlementaire de lundi sur la question de l'appui du Canada pour l'attaque impérialiste contre la Libye, MacKay a dit que le Canada a un « devoir moral » d'intervenir pour aider le peuple libyen et faire respecter l'Organisation des Nations Unies et le droit international.

Tous les partis d'opposition ont repris et amplifié ces mensonges.

La participation du Canada à l'attaque militaire sur la Libye, aux côtés de l'impérialisme américain et des anciennes puissances coloniales dominantes de la région, la France et la Grande-Bretagne, n'a rien à voir avec l'aide au peuple libyen. Au contraire, elle vise à assurer le contrôle des ressources pétrolières du pays et à réaffirmer l'hégémonie des États-Unis et ses alliés sur une région qui a été bouleversée par des soulèvements populaires dirigés contre l'ordre autocratique politiquement et socialement réactionnaire imposé par les États-Unis.

Même si l'élite dirigeante canadienne affirme maintenant qu'elle est outrée par la répression sanglante infligée par le régime de Kadhafi, le gouvernement canadien et des

sociétés canadiennes de premier plan comme Suncor et SNC-Lavalin étaient plus qu'enchantées de faire affaires avec le dictateur.

Depuis des décennies, le Canada s'est joint aux États-Unis et aux grandes puissances européennes dans le but de maintenir une série de régimes autocratiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, du Maroc à l'Arabie Saoudite, tout en supportant Israël dans la répression et la dépossession du peuple palestinien.

Dans la mesure où les partis d'opposition ont critiqué la position du gouvernement conservateur par rapport à la Libye, c'est sur la base que le Canada aurait dû faire la promotion de l'action militaire de manière plus agressivement et ouvertement.

Le 22 février, le parti social-démocrate du Canada, le Nouveau Parti démocratique (NPD), a publié une déclaration appelant le Conseil de sécurité de l'ONU, autrement dit, les grandes puissances, à établir une zone d'exclusion aérienne sur la Libye et a continué de répéter cette demande au moment même où les plus hauts gradés de l'armée américaine expliquaient clairement qu'une zone d'exclusion aérienne était équivalente à une guerre. La demande du NPD a maintenant été satisfaite et, avec la bénédiction des sociaux-démocrates, de la seule manière qu'elle aurait pu être satisfaite par l'ONU, ce nid d'intrigues impérialistes, ou ce « repaire de brigands », l'expression que Lénine avait utilisée pour décrire la Société des Nations, le prédécesseur de l'ONU.

En accueillant la participation du Canada dans la guerre contre la Libye, le critique libéral en matière d'affaires étrangères, Bob Rae, a balayé du revers de la main les suggestions selon lesquelles l'appui des libéraux pour le déploiement des FAC pourrait affaiblir leur statut d'opposant à l'approche d'une série de motions de censure au parlement cette semaine et la semaine prochaine. « Nous ne voyons pas cela comme une question partisane entre les libéraux et les conservateurs », a dit Rae. « Le fait que M. Harper ait finalement accepté de participer [à des actions militaires] ne change rien à la façon que nous procéderons au cours de la prochaine semaine. »

En réalité, Harper - en continuant dans le même esprit que ses déclarations fréquentes des deux derniers mois concernant son inquiétude vis-à-vis la menace que représente le soulèvement populaire en Égypte pour la « stabilité » - a, selon toutes les sources, pesé de tout le poids limité du Canada derrière les appels de Nicolas Sarkozy en France et de David Cameron en Grande-Bretagne pour une intervention militaire. Mais il a choisi de le faire en coulisse afin de ne pas endommager la plus importante relation bilatérale de la classe dirigeante - celle avec les États-Unis.

Comme ce fut mis en évidence par la récente offre du gouvernement Harper de forger une relation stratégique encore plus étroite avec Washington dans le cadre d'un « périmètre de sécurité continental », l'élite dirigeante du Canada évalue que, dans des conditions de crise économique mondiale et avec la présence d'un ordre géopolitique instable caractérisé par la montée de nouvelles puissances, son partenariat avec les États-Unis est plus vital que jamais.

Dès que l'administration Obama a décidé d'entrer en guerre, modelant une résolution de l'ONU qui autorise de facto l'action militaire bien au-delà d'une simple zone d'exclusion aérienne, Harper n'a pas perdu de temps à afficher ses visées guerrières. Il s'est empressé d'aller à Paris pour participer à un sommet que Sarkozy avait planifié pour samedi dans le but de soutenir et de fomenter la campagne militaire. Pendant qu'il était là-bas, Harper a eu

des réunions bilatérales avec le président français et le premier ministre britannique.

Lors de la conclusion du sommet, Harper a fait une série de déclarations belliqueuses, promettant que le Canada serait au cour de la campagne militaire.

Tandis qu'Obama et d'autres chefs ont, dans le but de maintenir la couverture onusienne pour l'offensive militaire, tenté de prétendre que le but de la guerre n'était pas de « changer le régime », Harper n'a pas fait une telle nuance. Kadhafi, a dit Harper, « ne durera pas longtemps ». Il a ensuite ajouté : « Je pense que c'est sur cette base que nous agissons. Si je peux me permettre d'être honnête, c'est probablement plus compris que dit ouvertement. Mais je viens juste de le dire ouvertement. »

Harper, comme d'autres chefs de la coalition de guerre anti-Libye, a jusqu'à maintenant été prudent en disant qu'une intervention canadienne en Libye ne provoquerait pas de déploiement des troupes au sol, de peur de provoquer un tollé international.

Mais le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon a déclaré vendredi dernier que le Canada considérait « toutes les options » pour pacifier la Libye, y compris le déploiement de « soldats sur le terrain ». Il a souligné que sous la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU rédigée par Washington, Paris et Londres, des troupes pouvaient être déployées en Libye dans le but de « protéger les citoyens », mais pas en tant que force d'occupation. « C'est ce que la résolution exige », a dit Cannon.

L'unanimité au Parlement est reflétée par l'appui retentissant pour la guerre exprimé par les comités de rédaction des principaux quotidiens du pays.

Le *Globe and Mail*, le soi-disant journal de référence du Canada, fait la promotion de l'imposition d'une « zone d'exclusion aérienne » depuis des semaines, exhortant à la création, si nécessaire, d'une « coalition des volontaires » à la George W. Bush, en opposition à l'ONU.

Dans un éditorial intitulé « Une bouée de sauvetage pour une « Libye libre » », (« 'Free Libya' gets a lifeline »), le *Toronto Star* libéral a affirmé que Harper « avait pris la bonne décision » en envoyant les FAC en Libye.

Le *National Post*, un journal néoconservateur ayant des liens privilégiés avec le gouvernement Harper, a affirmé qu'il concevait l'attaque sur la Libye comme un tremplin vers une guerre plus importante : une action militaire contre l'Iran. « Si nous ne pouvons nous secouer pour affronter un dictateur de pacotille comme Kadhafi, quelle crédibilité avons-nous face à une puissance régionale émergente comme l'Iran ? » a demandé le *Post*.

La bourgeoisie canadienne, tout autant que ses rivales, se tourne vers la guerre impérialiste comme un moyen de s'emparer de ressources naturelles et de marchés, et de gagner une influence stratégique, dans un contexte où l'ordre capitaliste d'après-guerre fondé sur la domination économique incontestée des États-Unis et de son dollar s'est effondré.

Sauf pour une seule exception, le Canada a joué un rôle important dans toutes les campagnes militaires déclenchées par Washington depuis la fin de la Guerre froide, dont la guerre du Golfe de 1991, la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 ainsi que l'invasion et l'occupation actuelle de l'Afghanistan.

L'exception est l'invasion de l'Irak en 2003. Mais ce que peu de gens savent est que le

Canada, jusqu'à la toute dernière minute, était activement impliqué dans les préparatifs de guerre des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Et comme l'avait admis à l'époque l'ambassadeur des États-Unis au Canada, Paul Cellucci, le Canada avait par la suite fourni beaucoup plus d'appui à la guerre que de nombreux membres de la « coalition des volontaires ».

Suite à ces guerres et à une campagne massive de réarmement, les dépenses militaires du Canada ont augmenté radicalement depuis la fin des années 1990, tant sous les gouvernements libéraux que conservateurs. Selon un rapport publié au début de ce mois-ci par le Centre canadien de politiques alternatives, le gouvernement canadien va dépenser au moins 22,3 milliards de dollars pour l'armée à l'année budgétaire 2010-2011. C'est plus, en termes réels (en dollars ajustés à l'inflation), que ce qu'Ottawa a dépensé pour l'armée en une année depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Article original, WSWS, paru le 22 mars 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Keith Jones](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Keith Jones](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca